

CIBLE

Sauvetage ?

Présentée comme indispensable et même salubre, la réforme des retraites adoptée à l'automne dernier devrait se traduire par une économie de 20 milliards sur 10 ans.

En une seule nuit, les députés sarkozystes et les députés socialistes ont voté une aide de 17 milliards destinée à ce qu'on appelle le plan de sauvetage de la Grèce.

Nicolas Dupont-Aignan a raison de comparer les deux chiffres. Il se vérifie qu'on n'a pas réformé les retraites pour une raison financière mais pour rassurer les spéculateurs et les agences de notation : il y a toujours de l'argent dans les caisses quand il s'agit de sauver les banques – au lieu de les nationaliser.

Les coûteux plans de sauvetage de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande, demain de l'Espagne et de l'Italie, n'ont pas d'autres objectifs que de prolonger de quelques mois l'agonie de la zone euro et de sauver un système bancaire complètement gangrené.

Cette tentative désespérée, menée par déflation imbécile et meurtrière, sera poursuivie en sacrifiant s'il le faut jusqu'au dernier Grec. Les autres peuples sont en sursis. Nous compris !

MONARCHIE

Le rôle d'un roi

Énergie

**Quelle
politique ?**

p. 4-5

Entretien

**Lorànt
Deutsch**

p. 8-9

Indignés contre syndicats

Toute proportion gardée, le fossé qui existe entre les syndicats et le mouvement des indignés en Espagne, en Grèce, au Portugal, mais aussi en France, ne ressemble-t-il pas à celui qui séparait en Mai 1968 ouvriers syndiqués et souvent adhérents du PCF de la jeunesse étudiante très politisée, mais sans véritable attache partisane ?

Telle est la question que l'on est en droit de se poser alors que se multiplient les actions contre les politiques d'austérité budgétaire dans plusieurs pays d'Europe, les unes à l'appel des syndicats, les autres, des indignés. Sans vouloir réduire ces révoltes – car c'est bien de cela dont il s'agit – à un simple conflit de générations et sans chercher à nier l'incontestable dimension sociale et culturelle de ces événements, force est de constater que, dans les deux cas, le mouvement des indignés, comme celui de Mai 68, a été mis en marche par des jeunes qui ne parviennent pas à trouver leur place dans la société.

Le plus souvent, les indignés sont hyper-diplômés et ne trouvent pas de postes à la hauteur de leurs ambitions, ou n'ont que des emplois sous payés exercés dans des conditions déplorables, voire pas d'emplois du tout. S'ils sont au même titre victimes de la crise et des politiques d'austérité imposées par le FMI, la BCE et la Commission européenne, tout cependant oppose les indignés et les syndicats :

les modalités d'action : l'occupation illimitée dans le temps de l'une des plus grandes places de Madrid, et non les sempiternelles manifestations,

les slogans : « *On veut prendre nos vies en main* », pouvait-on lire sur une banderole de la place Syndagma à Athènes, marquant une volonté de rupture avec le système économique ultra-libéral qui opprime les peuples, contre les traditionnelles revendications en faveur d'un aménagement du système,

les références : Stéphane Hessel et la Résistance, contre la fidélité à la construction européenne dictée par l'adhésion des syndicats européens à la Confédération européenne des syndicats (1),

la manière de mobiliser : via les réseaux sociaux, et non plus par les éternels tracts ou autres *flyers* - version moderne et illustrée du tract - ni les directives confédérales envoyées par internet que les syndicats de base ne lisent même pas.

Résultats : indignés et syndicats évoluent dans deux mondes parallèles. Au mieux ils s'ignorent superbement : c'est ce qui se passe en Grèce. Cela ne les empêche pas de participer aux mêmes journées de mobilisation, comme celle du 15 mai dernier à Athènes et de les réussir. Au pire, ils sont en conflit ouverts comme en Espagne où les *indignados* accusent les Commissions ouvrières (CCOO, traditionnellement proche du Parti communiste espagnol) et l'UGT (historiquement affilié

au PSOE) d'être les complices du gouvernement Zapatero.

Quant à la France, les syndicats sont bienveillants et tolèrent plus qu'ils ne l'acceptent les indignés, tant qu'ils ne leur feront pas d'ombre, tant qu'il n'y aura pas de débordements, car CGT et CFDT entendent rester maître de la situation et les seuls interlocuteurs du pouvoir politique. Le mouvement des indignés français, qui ne rencontre pas le succès de leurs homologues européens, est le prolongement de *Génération précaire* créé en 2005 et qui a connu son apogée en 2006 dans les manifestations contre le Contrat première embauche (CPE). A cette époque, les syndicats ont tout fait pour les marginaliser, malgré la volonté de *Génération précaire* de continuer à mener des actions communes. Ils leur ont préféré des mouvements établis, identifiables et surtout manipulables et téléguidés comme l'Unef ou Génération étudiant.

Comme les partis politiques, les syndicats ne tendent plus qu'à se représenter eux-mêmes et ont oublié leur raison d'être : la défense des intérêts matériels et moraux des salariés. Par souci de respectabilité, pragmatisme et paresse intellectuelle, ils sont devenus les gestionnaires d'un système qui accable les travailleurs. Leurs dirigeants

sont plus sensibles aux arguments des penseurs ultra-libéraux qu'au sort des salariés qui les mandatent. Il n'est pas rare d'entendre dans des réunions syndicales de la CES, de la CFDT et de l'Unsa, mais aussi de la CGT, des discours favorables à l'austérité budgétaire. Pour eux, les politiques de rigueur sont une nécessité : il faut juste qu'elles soient « équitablement partagées » et le tort des gouvernements, aujourd'hui, est de ne faire peser la rigueur sur les classes moyennes. Il n'y a pas de débat possible, la cause est entendue. Partout en Europe, les principaux syndicats ont loupé le coche au tournant des années 1990 ; seule une rupture avec les pratiques confortables de ces vingt dernières années pourrait les sauver. Sous l'impulsion du syndicat Ver.di, les Allemands s'y essaient. Outre-Rhin, les salariés ont, en effet, subi de plein fouet les régressions sociales du début des années 2000 et les syndicats réclament désormais la création d'un salaire minimum qu'ils considèrent, jusqu'alors, comme une hérésie. La situation sociale y est catastrophique et ceux qui présentent ce pays comme un modèle serait bien inspiré de s'inquiéter des dérives qu'il recèle. Face à des syndicats complices des gouvernements, empêtrés dans des fonctionnements d'appareils lourds, le mouvement des indignés conserve cette capacité de penser au-delà des schémas économiques orthodoxes, de mobiliser rapidement et de changer la vie en rendant espoir aux peuples européens.

Nicolas PALUMBO

(1) Notons qu'en mai dernier, Bernadette Sigol a été élue secrétaire générale de la CES. Elle a passé l'essentiel de sa carrière syndicale à Bruxelles comme *lobbyiste* et n'a quasiment jamais fréquenté une entreprise. Son profil illustre ainsi l'évolution du syndicalisme européen qui déserte de plus en plus la rue et le terrain des luttes sociales au profit des couloirs du Parlement européen et des compromis avec la Commission. En France, la CFDT est l'archétype de cette mutation, et la direction de la CGT est en passe de prendre le même chemin.

La colère gronde

Les dossiers spéciaux qu'y consacrent plusieurs revues ⁽¹⁾ viennent nous rappeler que la question des conflits sur le lieu de travail, non seulement continue d'attirer l'attention des observateurs, mais pourrait tout aussi bien revenir sous les feux de l'actualité plus vite qu'on ne l'imagine.

Au passage, cela permettra de mesurer les qualités de visionnaire du supposé président, lequel déclarait que « *désormais, quand il y'a une grève, personne ne s'en aperçoit.* » Et la prospérité au coin de la rue, c'était qui déjà ?

S'efforçant de recenser les formes nouvelles de conflit dans le monde du travail qui viennent s'ajouter - et, dans une certaine mesure se substituer aux formes plus traditionnelles, notamment la grève - les deux revues mettent en exergue leur caractère à la fois plus diffus, plus individuel, plus dramatique parfois avec le développement des vagues de suicides. Ces formes nouvelles sont mises en relation avec la métamorphose des modes de *management* au cours des décennies passées. Plus exactement, avec la transformation du *management* en une véritable idéologie et des *managers* en expérimentateurs à grande échelle des pratiques ultra-libérales.

Parmi elles, la responsabilisation par la religion des *projets et des objectifs personnalisés* tient une place de choix, sans que d'ailleurs les moyens de les atteindre soient précisés, le tout dans un contexte d'omniprésence du contrôle managérial. Renforcée par le mouvement de tertiarisation de l'économie, l'idéologie managérial et sa culture de la performance pousse à la dissolution des solidarités professionnelles et au

mépris pour les métiers. Faut-il dès lors s'étonner de la tendance à la baisse des conflits traditionnels ?

La question est bien plutôt de savoir si ces formes nouvelles de **conflictualité** (débrayage, absentéisme, pétition, contentieux prud'homal, attitudes absolues de retrait comme le suicide...) sont en mesure de compenser la tendance à la baisse des formes réputées plus anciennes, d'avoir la même efficacité opérationnelle qu'elles, de permettre d'aboutir à des résultats pratiques aussi tangibles. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, il semble que la réponse soit négative. Les conflits d'aujourd'hui se développent surtout sur un mode défensif. Capacité à se mobiliser collectivement et résistance individuelle aux difficultés personnelles, notamment psychiques, entraînées par le travail, traduisent certes toutes deux des difficultés relationnelles, mais sont deux choses bien différentes lorsqu'elles sont considérées du point de vue de la mesure de la conflictualité.

Le système d'aliénation mis en évidence par Christophe Dejours (2) qui s'est mis en place à la faveur de l'avancée de l'idéologie managérial dans une grande partie du monde du travail, celui de la soumission librement consentie, porteuse d'aveuglement sur sa propre situation, engendre de la souffrance psychique et annihile pratique-

ment le conflit et sa possibilité.

Il est difficile, comme le font les auteurs de *La Lutte continue ?* (3), de déduire de la seule augmentation des formes alternatives de conflit, qu'ils seraient à la hausse. Aujourd'hui comme hier, une approche de la conflictualité doit d'abord prendre en considération deux éléments : une action avec une visée transformatrice, au bénéfice du groupe.

Peut-on déduire de ce tableau pessimiste que, système d'aliénation et individualisation des enjeux aidant, l'ultra-libéralisme aurait définitivement imposé ses vues et ses pratiques à un corps social qui, *volens nolens*, n'aurait plus la volonté ou ne serait plus en mesure de lui résister ? Ce pas a été franchi par certains commentateurs, notamment après le mouvement de 2010 contre la réforme des retraites. Ceux-là ont voulu y voir le champ du cygne des conflits traditionnels et leur défaite définitive. L'erreur d'approche est patente, pour la raison très simple que la métamorphose qu'a subie le monde du travail sous la pression idéologique au cours des dernières décennies, si elle a rendu les conflits beaucoup plus difficiles, en en réduisant les possibilités et en en bouleversant les cadres, les a également rendus beaucoup plus certains.

Ce que la difficulté des conflits à s'exprimer selon un mode traditionnel cache de

plus en plus mal, c'est l'**immense désarroi** qui s'est emparé du monde du travail de façon désormais massive et à tous les niveaux.

Ce qui est palpable partout, c'est un lancinant sentiment d'injustice, favorisé par l'humiliation pour les compétences professionnelles, par le mépris des métiers, par les objectifs sans lien avec les moyens qui leur sont consacrés, par la désagrégation des équipes de travail (par le biais de l'évaluation individuelle de l'atteinte des objectifs et désormais de la performance) et par le contrôle à tous les niveaux d'un management éloigné des questions du terrain, capable à l'occasion de favoriser le travail mal fait et qui n'en est pas à une jonction paradoxale près.

Ce qui est visible partout, c'est que ce système générateur de mépris a également engendré une colère sourde, irrationnelle parfois, non exempte de contradictions quand elle cherche à définir ses buts, sans adversaire clairement identifié, qui échappe à des organisations syndicales désormais bien éloignées des préoccupations du monde du travail (4) et qui, parce qu'elle ne trouve plus le cadre dans lequel s'exprimer, explosera, n'en doutons pas, plus tôt que tard.

Cette explosion sera aussi inéluctable que légitime. Il faut l'appeler de nos vœux parce que, dans ce domaine comme dans d'autres, elle signera le démarrage de la *révolution nécessaire* entrevue par Bernanos et sera un immense appel au rétablissement de la fonction d'arbitrage res publique à la tête de l'État.

Benoît DOLLE

(1) *Sciences humaines*, juin 2011 et *Liaisons sociales* magazine, mai 2011.

(2) Christophe Dejours - « *Souffrance en France* », Seuil, 1998, réédition en collection *Points essai* en 2009 - prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

(3) Sophie Béroud et al. - « *La lutte continue ?* », Le Croquant, 2008, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

(4) Dominique Andolfatto & Dominique Labbé - « *Retraites, les faux semblants d'un mouvement social* », *Le Débat*, n° 163, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

Quelle énergie pour demain ?

La politique énergétique sera sûrement un des thèmes importants de la campagne présidentielle, et le grand dossier des prochaines années. Toujours en attente mais jamais ouvert par peur des choix difficiles qu'il va exiger, il a fini par s'imposer à tous après le drame de Fukushima.

L'avantage d'un tel déclencheur, c'est que le débat ne peut plus être ajourné ; son inconvénient, c'est que la grande peur du nucléaire brouille la réflexion. Car la question n'est pas « *Doit-on sortir du nucléaire ?* », mais plus largement : « *Quelle est la place de l'énergie dans notre monde ?* » Vaste question sur laquelle, sans espérer conclure en un article, nous pouvons commencer à explorer quelques voies.

Le fonctionnement de nos sociétés, depuis un siècle et demi, est fondé sur le principe de l'énergie abondante et très bon marché. Voilà qui peut paraître paradoxal, puisque la rubrique **énergie** est l'une des plus importantes dans les budgets, mais ce n'est pas dû à son coût par calorie, extrêmement faible ; c'est parce qu'elle est omniprésente, et se retrouve même là où on ne l'attendait pas. Rappelons que l'agriculture, censée produire des calories via l'énergie solaire (gratuite), consomme maintenant plus de TEP (1) qu'elle n'en fabrique.

L'énergie donc. Produite d'abord avec le charbon, présent partout sur notre planète, elle s'est diversifiée avec le pétrole, beaucoup plus souple d'emploi, puis le nucléaire, essentiellement pour des questions d'indépendance énergétique, et maintenant les énergies renouvelables, pour des raisons écologiques. Mais dans tous les cas il s'agit de pérenniser un modèle de société fondé sur une énergie disponible à profu-

sion et de coût extrêmement réduit. Alors, avant de décider du type d'énergie à produire, il faut se demander où nous mène ce modèle.

Ceci pose deux questions majeures, la première étant : doit-on poursuivre la politique de l'énergie abondante et peu coûteuse ? Et la seconde, subsidiaire : aussi longtemps que nous aurons besoin d'énergie à un prix raisonnable, quelles sources choisir, sachant que certaines sont en voie d'épuisement ?

Quelle politique de l'énergie ? Il n'est évidemment pas question de vouloir le retour à la bougie, mais de s'interroger sur la place de l'énergie et sur le futur de cette politique. La première observation est que sa motivation est devenue peu à peu exclusivement commerciale. L'énergie bon marché, cela permet de produire ce que l'on veut, comme on veut, et où l'on veut. La main-d'œuvre peut être réduite et le transport est si peu cher qu'il ne compte plus, même comme variable d'ajustement, ce qui autorise des stratégies commerciales socialement et écologiquement néfastes mais financièrement juteuses. Et il devient moins coûteux d'importer du granite chinois en Bretagne pour paver les rues de Brest que de l'extraire sur place ! L'énergie bon marché est mère de la société de consommation et l'une des principales responsables des politiques ultra-libérales de délocalisation. Sans oublier ses effets sur l'environnement.

L'actualité nous le rappelle : c'est l'énergie bon marché qui a permis en agriculture des aventures qui maintenant s'avèrent catastrophiques. On a ainsi pu cultiver des maïs très gourmands en eau (maïs très rentables) dans des régions sèches, puisque le surcoût lié à l'arrosage n'intervenait pas. Et en oubliant que l'eau, elle, ne se fabrique pas avec du pétrole... Mais ce sont ses effets sociologiques qui sont probablement les plus importants : ainsi l'énergie abondante a présidé à la concentration des trois quarts de l'humanité dans des mégapoles et a profondément bouleversé la géographie humaine au niveau planétaire.

Ces stratégies néfastes, véritables cercles vicieux, imposent encore plus de consommation d'énergie pour les migrations quotidiennes forcées des citadins entre lieux de travail, de vie et de loisirs. On le voit, tout pousse à conclure qu'il faut en finir avec cette politique aux conséquences prévisibles désastreuses.

Vite dit, pas vite fait. Pour indispensable qu'elle soit à terme, une politique de décroissance de la consommation énergétique sera très difficile à mettre en œuvre, justement du fait qu'elle a façonné la société en profondeur. Il faudra pourtant s'y résoudre si l'on veut que notre monde puisse survivre, tant aux pénuries inévitables des matières premières qu'à la pollution planétaire produite par leur consommation. Mais le glissement vers d'autres solutions doit être très progressif et s'accompagner d'une politique à long terme de renchérissement du prix de l'énergie et de mise en place d'autres modes de vie. (2) Il faut penser cette évolution en décennies, voire en siècles, car une évolution trop rapide amènerait immédiatement le chaos et la mort pour beaucoup. Quand on voit dans quel état de collapsus la moindre rupture d'appro-

visionnement plonge une grande ville, on peut imaginer ce qu'il adviendrait d'un monde où du jour au lendemain le coût de l'énergie serait multiplié par dix. (3)

Et donc, **seconde question** : puisqu'il faut bien vivre en attendant cette évolution à long terme, quelle énergie doit-on produire qui soit *moins mal* ?

En préalable il faut marteler cette évidence : ce n'est pas tant la production que la consommation d'énergie qui pose problème. L'océan ne se meurt pas des effets de la radioactivité au Japon ou des marées noires dans le golfe du Mexique, mais de l'accumulation du CO₂ qui l'acidifie, des particules issues des matières plastiques qui tuent la vie pélagique ou des invasions d'algues toxiques issues de la décharge en mer de produits azotés industriels.

Mais parlons de production. Et en premier lieu des raisons qui font choisir tel ou tel type d'énergie. En France le nucléaire, choisi dans les années 60, avait comme motivation majeure l'indépendance énergétique du pays. Le XXI^e siècle a changé la donne, la sécurité écologique, alimentaire et sanitaire est devenue prioritaire, et de ce point de vue nos pays sont devenus tellement interdépendants que cette question de l'indépendance strictement énergétique n'a sûrement plus la même signification qu'il y a 50 ans et doit être réexaminée.

Le nucléaire. Inutile de s'étendre sur ses dangers, nos journaux en ont donné une liste exhaustive depuis la catastrophe de Fukushima. Quel intérêt alors à poursuivre cette filière ? C'est que, quoi qu'on en dise, le nucléaire reste l'énergie non renouvelable la moins polluante. Cela vient du fait qu'elle est très localisée puisqu'elle ne peut être produite que dans de grosses centrales, ce qui permet (en théorie seulement hélas) une surveillance efficace. Le danger majeur, après l'irradiation ponctuelle des personnes proches des lieux d'accidents, réside dans la durée des pollutions, qui rendent les terres contaminées impropres à l'activité humaine pendant des décennies, voire des siècles. Son défaut principal est politico-économique : comment être sûr que la construction, l'entretien et la surveillance des centrales soient bien faits ? Tant que le doute subsistera le nucléaire fera l'objet d'un rejet compréhensible de la part des citoyens.

Le pétrole quant à lui reste la source la plus souple, puisqu'il peut être utilisé partout, tout le temps et dans des **centrales** de toutes tailles, depuis la méga-centrale thermique de 100 MW jusqu'à la tondeuse à gazon : n'oublions pas que quand on parle de production d'énergie, tout moteur doit être pris en compte puisque tout moteur est construit pour pro-



■ **Il faudrait plusieurs milliers d'hectares de champs d'éoliennes pour produire les 10 MW qu'une centrale (nucléaire ou thermique) fournit...**

duire une énergie à partir d'un carburant. Le pétrole a le défaut de son avantage : sa dispersion en fait le plus polluant et le moins contrôlable, et les citoyens du monde entier savent ce qu'ils doivent à la voiture en termes de contamination urbaine. Il est responsable avec le charbon du réchauffement planétaire et reste de loin le plus dangereux de tous pour l'environnement et la santé humaine. Enfin tout semble indiquer qu'il arrive à son **pic de production**, au moins pour le pétrole que l'on peut extraire sans dommages irrémediables pour l'écosystème.

Les énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydroélectrique) présentent tous les avantages quand on se limite à leurs seuls effets directs. C'est moins vrai quand on les analyse globalement : peu efficaces comparées aux précédentes, coûteuses - et polluantes - à la construction, gourmandes en espace.

Les experts considèrent qu'il faudrait plusieurs milliers d'hectares de champs d'éoliennes pour produire les 10 MW qu'une centrale (nucléaire ou thermique) produit sur 10 ha. Dans ces conditions le remplacement du parc nucléaire par un parc d'éolienne de même puissance utiliserait une surface telle qu'elle bouleverserait en profondeur la géographie de la France. En contrepartie, leurs effets directs sur l'environnement, s'ils ne sont pas nuls (4), sont encore relativement bénins. Elles sont aussi, et c'est un des non-dits dans les débats à leur sujet, des armes contre la politique énergétique actuelle. Il existe en France des milliers de micro-sources d'énergie renouvelable, qui pourraient sans peine remplacer nombre de moteurs thermiques au niveau lo-

cal voire familial, mais donneraient aux citoyens une indépendance que la politique actuelle ne peut tolérer.

Quant aux agro-carburants, qui utilisent des terres agricoles au détriment de l'agriculture alimentaire, avec un rendement énergétique faible et au seul bénéfice financier de quelques-uns, ce sont tout simplement des aberrations monstrueuses.

La taille limitée de cet article ne permet pas d'aller plus loin dans la réflexion, qui restera donc incomplète. Il nous faudra la poursuivre au cours de l'année, mais notre première conclusion est qu'il n'y a pas de bonnes solutions : il n'y a que des pis-aller, tant que l'objectif restera celui d'une production d'énergie abondante. Ce qui reste certain, c'est que rejeter le nucléaire sous l'influence de la catastrophe de Fukushima n'est pas une bonne idée. Si rejet il y a, il faut évidemment qu'il y ait au préalable évaluation comparée des risques, recherche de solutions de rechanges - et de solutions qui ne soient pas pire que le mal.

Or on ne voit pas le début d'une telle réflexion chez ceux, à tous les niveaux politiques, qui crient haro sur telle ou telle source d'énergie.

François VILLEMONTAIX

(1) TEP : tonne d'équivalent pétrole.

(2) La *taxe-carbone* venait directement de ce constat. On sait hélas ce qu'il en est advenu.

(3) *Royaliste* n° 988 - « Japon - Réflexion sur une catastrophe », page 4.

(4) Les effets nocifs des barrages hydroélectriques sont maintenant bien connus.

La leçon péruvienne

L'élection présidentielle au Pérou représente un véritable basculement pour l'Amérique latine et pour le monde

Après une tentative ratée de justesse en 2006 qui avait vu la victoire d'Alan Garcia et cinq ans de politique ultra-libérale, marquée comme d'habitude par la corruption, l'affairisme et le désintérêt complet des populations andines et amazoniennes, Ollanta Humala a conquis le pouvoir au Pérou le 5 juin dernier. Au terme d'une bataille long-temps indécise, et finalement remportée par 51,5 % des voix, il a battu sa concurrente Keiko Fujimori, fille de l'ancien président Alberto Fujimori, lequel est en prison à Lima pour répondre de crimes contre l'humanité commis durant sa présidence.

Ollanta Humala, qui va occuper la présidence au Pérou pour cinq ans, provoque à la fois une véritable panique dans les milieux d'affaire et dans les populations urbaines, généralement de droite, et un immense espoir pour les populations de la sierra, laissées pour compte de la société péruvienne.

Pour les uns, c'est un nouvel Hugo Chavez qui mènera le pays à la catastrophe économique. C'est vrai que lors de sa candidature de 2006 il s'était affiché comme disciple et grand admirateur du président vénézuélien, ce qui lui avait d'ailleurs valu sa défaite. En 2011 Ollanta Humala s'est déclaré plus proche de Lula da Silva, l'ex-président brésilien, que

d'Hugo Chavez : mais quand était-il sincère ? Nul ne le sait.

Pour les autres, il est le porteur d'un immense espoir de voir enfin redistribués les fruits de la croissance péruvienne vers la population laissée à l'abandon par Alan Garcia. Car cette croissance est une des plus fortes du monde (8,7 % en 2010), grâce à l'envolée des matières premières (et aussi - mais il ne faut pas le dire - du fait du blanchiment de l'argent de la cocaïne, dont le Pérou est devenu le premier producteur mondial).

Mais les effets de cette croissance sont limités à Lima et n'irriguent pas le pays. Humala pourra-t-il répondre à cette attente, ses promesses électorales, souvent très démagogiques, seront-elles tenues, voire tenables dans les délais ? Beaucoup en doutent, et se demandent comment va réagir une population exaspérée et impatiente s'il est trop lent à réaliser son programme.

Car cette population andine a toujours été la grande sacrifiée du Pérou : depuis l'indépendance, l'élite qui tient les rênes du pays, qu'elle soit directement issue des colonisateurs espagnols ou qu'elle provienne des immigrants européens ou asiatiques, ne s'est jamais préoccupée que d'exploiter les Indiens de la sierra. C'était possible jusqu'aux années 80 : ce ne l'est plus ou de moins

en moins, du fait de la prise de conscience par cette partie (majoritaire) de la population à la fois de sa mise à l'écart et de sa puissance potentielle.

Plusieurs phénomènes majeurs ont permis cette prise de conscience. D'abord la fin de la guerre du Sentier Lumineux au début des années 90, qui a permis de désenclaver l'altiplano ; l'apparition progressive d'une élite indienne ; les connivences scandaleuses entre l'État, les narcotrafiquants et les grandes compagnies minières ; enfin et surtout l'émergence des régimes indigènes ou populaires en Amérique latine (Hugo Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa en Équateur, Lula da Silva au Brésil), qui ont changé la donne et rendu impossible la poursuite des politiques d'indifférence soutenues par les autres candidats.

De toutes façons le système était au bout du rouleau, et la plongée du Pérou dans une corruption généralisée, favorisée ici encore par l'afflux d'argent sale, aboutissait à rendre le pays ingouvernable et à réduire à néant toute tentative de démocratisation de la société. L'or du Pérou est toujours dans les mains d'une infime minorité qui vend son pays à la découpe à qui peut payer. C'est d'abord pour lutter contre une corruption rendant le Venezuela ingouvernable qu'avait été élu Hugo Chavez ; c'est pour la même rai-

son qu'Ollanta Humala arrive au pouvoir au Pérou.

Quelle direction prendra le nouveau président à partir du 28 juillet, date de début de son mandat, on l'ignore. Mais beaucoup de choses vont changer en Amérique latine, et peut-être dans le monde, du fait cette élection.

Le premier changement, c'est que l'équilibre entre pays à gouvernements ultra-libéraux et à gouvernements populaires est maintenant rompu en faveur des populations andines : si l'on exclut de notre analyse les pays du Cône Sud (Chili, Argentine, Uruguay) qui ont des histoires plus européennes, seule la Colombie reste à droite. Encore l'élection présidentielle de 2010 avait-elle vu surgir un personnage inattendu, Antanas Mockus, candidat de la nouvelle gauche colombienne et considéré un moment comme favori. Voilà qui ne peut pas réjouir les États-Unis, qui avaient durant l'ère G. W. Bush un peu abandonné leur *cour intérieure* et vont probablement devoir tenter d'y remettre de l'ordre.

Le deuxième, c'est l'émergence sur la scène internationale des populations andines. Nul ne sait comment cette gauche sud-américaine va évoluer ; tout juste peut-on noter que contrairement aux pronostics elle a réussi à se maintenir dans les pays qu'elle a conquis. Mais tournera-t-elle à la dictature comme au Venezuela ou résistera-t-elle à cette tentation comme en Bolivie ? L'avenir le dira.

Le troisième enfin, c'est que dans sa grande majorité, le continent où avait été conçue et testée l'idéologie ultra-libérale (merci Pinochet) s'en éloigne à grande vitesse. Peut-on voir là le début de la fin d'une époque en tous points néfaste à la planète tout entière ? Nous pouvons au moins le souhaiter.

François VILLEMONTAIX

L'Empire ne renonce pas

Mais l'on peut renoncer à l'Empire : si la crise de confiance européenne gagnait l'Amérique, il se passerait du temps avant qu'une autre hégémonie apparaisse pour prendre le relais.

Comme certains annoncent régulièrement la fin du monde, on nous annonce pour demain – 2012 – la chute brutale de l'empire américain. Mais attention, ceux qui jouent ainsi les Cassandra se répartissent en deux camps : ceux qui s'en réjouissent et veulent l'accélérer en sapant la confiance, et ceux qui s'en inquiètent et veulent précipiter un sursaut. Le débat est en tout cas lancé et pèsera sur l'issue de l'élection présidentielle américaine de 2012.

Face aux statistiques les plus sombres de la crise de la dette aux États-Unis, le président Obama et ses opposants républicains rivalisent non seulement de mesures de redressement budgétaire, objet d'une commission conjointe, mais surtout d'incantations à l'exceptionnalisme américain. On l'a vu lors du voyage d'Obama en Europe début juin, destiné à redonner confiance aux dirigeants européens qui commençaient à afficher leur vulnérabilité, et à certains d'entre eux en particulier. Les États-Unis sont en réalité à l'affût dans l'hypothèse de la crise de l'euro.

Ils sont prêts à ramasser les morceaux, à travers l'alliance privilégiée anglophone, Londres, Dublin, et peut-être saxonne en y ajoutant Berlin. Washington, en vrai liquidateur, reprendra à bon prix les branches encore saines de l'entreprise européenne, laissant les autres pour le **franc symbolique**.

Car cette attention subite pour la vieille Europe est un leurre. La seule question qu'il importe à Washington de résoudre est celle de sa relation avec Pékin, la Chine détenant désormais la moitié des bons du trésor fédéral et hésitant à poursuivre ses engagements sans se compromettre. Les États-Unis doivent donc trouver un moyen de fidéliser Pékin, ne serait-ce qu'en lui démontrant que l'économie chinoise souffrirait plus que l'américaine d'une grande déflation - à distinguer d'une grande dépression.

Hors l'Europe et la Chine, qui ne peuvent ou ne veulent pas exercer la responsabilité de l'imperium mondial, l'Amérique n'a pas de rival. Empire d'Occident, elle ne connaît pas d'Empire d'Orient. Il n'y a pas d'alternative. La nouveauté de la situation est que la multipolarité souhaitée à l'envi par le président Chirac, les tentatives de son successeur pour faire monter un G 20 au détriment du G 8 et élargir le Conseil de sécurité des Nations unies, n'a pour le moment pas donné ses fruits.

Les Nations unies s'effacent, la preuve est que personne n'était candidat pour la succession de son secrétaire général, Ban Ki-Moon, qui est transparent. Les BRICS dont on pouvait attendre un rôle de direction des pays émergents n'ont aucune unité. Inde, Chine et Russie ayant trop d'intérêts nationaux disparates, Brésil et Afrique du Sud ne jouant pas dans la même

division que les trois autres, n'ont pas été capables d'opposer un candidat à la tête du FMI face à Mme Lagarde.

Le déclin américain n'ouvrirait donc pas la voie à un monde multipolaire mais à un monde apolaire, atomisé, caractérisé par un déficit voire un vide de puissance, pour ne pas dire une impuissance généralisée. Les recettes éprouvées de l'équilibre, chères à la vieille *realpolitik* bismarckienne et kissingerienne, ne serviraient plus à rien.

Le critère retenu pour affirmer cela est le pourcentage de dépenses militaires. Les États-Unis dépensent plus pour la défense que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité (Russie, Chine, Grande-Bretagne et France) réunis. Un tel déséquilibre est sans précédent. Au temps de sa plus grande gloire, l'Empire britannique s'efforçait de disposer d'une flotte supérieure à ses deux principaux rivaux réunis. Il régnait sur les vagues, comme disait la chanson, et dépendait à terre de troupes auxiliaires. C'est ce que vient de rappeler le secrétaire d'État à la Défense dans sa tournée d'adieu, Robert Gates, un Républicain conservé par Obama, en demandant à nouveau aux alliés de l'Otan de **partager le fardeau**. Le risque est en effet que les budgets de la défense soient la première victime de tout redressement budgétaire.

Le président de la Commission des Finances de la Chambre des Représentants, Paul

Ryan, républicain de grand avenir, tient, lui, un autre discours : sans règlement du déficit budgétaire et traitement de la dette, l'Amérique ne saurait tenir son rang international. Il est conseillé par le nouveau gourou du néo-néo-conservatisme, l'historien économique britannique Niall Ferguson, désormais professeur à Harvard. Selon celui-ci, les Empires périclitent de l'intérieur. Sans parler de l'Empire romain et de la monarchie française, ce fut le cas de l'Empire britannique qui avait sacrifié au désarmement dès le lendemain de la Première Guerre mondiale au profit de dépenses sociales, erreur aggravée après la Seconde Guerre mondiale, l'Empire (des Indes) ayant été liquidé sur l'autel de la Sécurité sociale.

Le même professeur vient de s'illustrer dans une charge véhémement contre l'abandon de Mubarak par Obama, son inaction en Libye et l'absence de stratégie au Moyen-Orient. Visiblement obsédé par l'ancien protectorat britannique sur l'Égypte et la Mésopotamie, et convaincu de la prise de pouvoir au Caire par les Frères Musulmans, tout comme de l'*invasion* musulmane de l'Europe occidentale (Eurabia), Ferguson y voit le début du renoncement volontaire à la puissance. Il répondait ainsi à certaines voix au sein du parti républicain qui pensent désormais à tourner Obama **par la gauche** (expression de son ancien adversaire McCain) en prônant un retrait plus rapide d'Afghanistan et d'Irak pour faire des économies. Dans tous les cas de figure, ce sont les dépenses sociales et les stimulus keynésiens pour la relance de l'économie qui seront sacrifiés par les Républicains.

Entre la fuite en avant unilatéraliste du cavalier seul impérial et le partage des rôles proposé par Obama aux derniers velléitaires de l'Europe-puissance blottis à Paris et à Londres, il nous faut donc, comme disait le général de Gaulle, choisir la troisième solution. C'est la voie de crête où le chef est seul.

Yves LA MARCK

Avec Lorànt Deutsch

Acteur familier du public français, Lorànt Deutsch a montré sa passion pour l'histoire en publiant un *Métronome* puis un *Métronome illustré* qui ont obtenu un immense succès. Lors d'entretiens télévisés et radiophoniques, il a souvent exprimé sa conviction royaliste. Nous l'avons reçu le 25 mai dernier aux *Mercredis de la NAR*, où s'est déroulée une conversation dont nous relatons ici les principaux moments.

La salle est pleine, l'entrée aussi, si bien qu'on adopte la disposition des grands soirs : Lorànt Deutsch s'assoit sur la table du conférencier et Bertrand Renouvin se place à côté du lui pour animer le débat. L'ambiance n'a rien de particulière : ce n'est pas une vedette qui se produit sur notre petite scène - personne ne songe à prendre une photo - mais un invité qui vient exposer ses idées et mener une discussion, cette fois sur la France, la politique et l'histoire.

Vastes sujets, mais brève réflexion introductive. Lorànt Deutsch exprime sa conviction quant à la **monarchie** : « *le pouvoir suprême attribué à une dynastie royale, c'est la meilleure garantie possible contre les ambitieux* » - qui sont légion en cette période de précampagne présidentielle. C'est aussi la possibilité d'une défense de l'intérêt général, donc du peuple lui-même. Mais aujourd'hui, nous vivons une régression dont l'acteur, amoureux de Paris, donne un exemple concret : « *Regardez les tours de la Défense : ce sont les forteresses où sont les seigneurs modernes. Ils ont des privilèges, par exemple de laisser leurs tours allumées toute la nuit alors que tout le monde parle de faire des économies d'énergie* ». Et de préciser : « *Je ne suis*

pas partisan de l'aristocratie, je pense que nous sommes tous égaux mais moi qui suis sans famille du côté de mon papa, je me retrouve avec une généalogie qui est celle des rois de France. Nous sommes les héritiers d'un merveilleux pays que les rois de France et leurs successeurs ont fabriqué peu à peu et que nous avons le devoir de protéger... On ne se rend pas compte à quel point la France sous la monarchie d'Ancien Régime, a été un miracle de cohésion : c'étaient des gens tellement différents et qui auraient dû s'opposer ! Pourtant ils ont pu vivre ensemble sous l'égide d'un roi ».

Pascal Beaucher intervient pour souligner la singularité de la monarchie française par rapport à l'anglaise. « *L'Angleterre est un régime aristocratique : il y a la nobility et la gentry, qui ont une emprise territoriale très importante alors que la Révolution française a cassé les grandes propriétés nobiliaires. L'Angleterre est un domaine tenu par le roi d'Angleterre, la France a été une République bien avant la Révolution française parce que la monarchie a créé une maison commune. Il y a une spécificité française* ». Bertrand Renouvin souligne pour sa part que ces spécificités nationales n'empêchent pas la monarchie royale d'être la même partout en Europe

par la fonction symbolique qu'elle assure de manière satisfaisante puisque les peuples des différentes nations ne souhaitent pas la remplacer par une présidence.

On en vient tout naturellement à une question sur la manière dont le royalisme de notre invité est perçu dans son milieu professionnel. La réponse est sans détours :

« *Je suis pris beaucoup plus au sérieux depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. La majorité d'entre nous reste convaincue que 1793 est le plus beau moment de la Révolution. Il est difficile de faire comprendre que [dans la période révolutionnaire] les décisions vraiment positives ont été prises sous l'égide d'un roi* ». Mais Lorànt Deutsch veut éviter d'être *L'Acteur royaliste*, estampillé comme tel et assigné à ce rôle par les médias : « *Du point de vue de l'engagement politique, il faut éviter de se prendre trop au sérieux : je ne veux pas me servir de mon métier pour avancer des idées, j'évite la confusion des genres. Nous restons des clowns !* ». Et de souligner que la conviction royaliste ne conduit pas à faire un travail partisan : *Métronome* évoque toute l'histoire et ce livre est inspiré par une seule intention **servir notre histoire**. C'est pour cela que ce livre rencontre un grand succès dans les publics les plus divers et les plus contrastés. D'ailleurs, « *j'aime toutes les cicatrices de notre histoire, j'aime aussi Napoléon qui a provoqué beaucoup de gloire et beaucoup de souffrance. Une dynastie a tenté d'en remplacer une autre et cette tentative a été très coûteuse pour la France* ».

Une question sur le **bloc** révolutionnaire relance la discussion sur 1789 et la suite. Sur ce point, Lorànt Deutsch récuse la

démonstration de la monarchie par la négative : « *il n'y a pas besoin de justifier la monarchie par les violences révolutionnaires : on constate qu'il y a un échec de la Terreur révolutionnaire et de la violence bolchevique. **La Révolution n'est pas un bloc : il y a dérive vers la dictature avec Robespierre.*** » 1789 ne se conçoit pas sans Montesquieu et Rousseau, mais Louis XIV porte aussi sa part de responsabilité - et Bertrand Renouvin vient souligner ce point en rappelant ce que beaucoup d'historiens qui furent les invités des *Mercredis* tiennent pour acquis : l'absolutisme a trop retardé l'institution d'une représentation nationale.

C'est Lorànt Deutsch qui ramène le débat sur les questions d'actualité : « *Une monarchie constitutionnelle résoudrait le problème de la Star Academy, qui descend au niveau de la Star Academy entre les présidentiables... On fait et on défait : la fonction suprême est mise en cause. Il y a une politique-spectacle qui atteint en ce moment son point culminant : on a un président qui est marié avec une chanteuse ! Dans la presse, le jeu est de détruire les hommes politiques. C'est tout à fait préjudiciable car c'est la fonction politique qui est finalement mise en cause. La télé-réalité se diffuse à tous les niveaux de la société, même au plus haut niveau du pouvoir.* »

Cette critique amène une question sur le film **La Conquête**, qui met en scène Nicolas Sarkozy et que Lorànt Deutsch juge très significatif : « *j'admire Denis Podalydès mais là encore nous sommes dans la politique-spectacle : on n'attend pas que le président ait quitté le pouvoir, on ne prend plus la moindre distance : on pense et on agit dans l'instant ! On n'est plus dans la réflexion politique, on est dans le réflexe !* »

L'acteur ne pouvait éviter une question sur l'avenir de la **langue française**, qui ne l'inquiète pas outre mesure : « *je suis très confiant. C'est la langue qui nous constitue, autrefois tous les Français ne parlaient pas français mais ils arrivaient à se comprendre. On a codifié notre langue, puis on l'a magnifiée au Grand Siècle. Mais la langue est mouvante et j'aime l'argot ! Si le libre échange devient intégral, on peut sans doute arriver à la perte du français mais la mondialisation va se défaire et la langue française sera préservée - même si le retour sur soi est parfois quelque chose de dangereux.* » À ce propos, Lorànt souligne l'importance du **droit du sol** : « *on arrive de l'étranger, on s'installe en France, on devient Français et on trouve tout de suite une famille, une dynastie qui in-*

carne l'ensemble de l'histoire de France. »

Lorànt Deutsch insiste sur le moment de bascule que nous sommes en train de vivre : « *il est vrai que les citoyens-du-monde sont anglicisés mais il n'y pas un pays en Europe qui parle la même langue. Et il y a toujours un cinéma français même si l'exception culturelle est ébranlée.* »

« *L'anglais est une langue très expressive, on peut s'exprimer en peu de mots - d'où le succès de cette langue. Le français est une langue analytique : il faut beaucoup de mots pour dire ce que nous avons à dire. L'appauvrissement est cyclique : mon père et moi nous parlons l'argot de Céline. Il y a l'envie de retourner à la langue classique, chez les Français de ma génération : ils veulent se réapproprier la langue française. La langue anglaise ne me dérange pas : elle est pleine de mots français en **ion** et puis avec la devise **Dieu et mon droit** il n'y a pas de souci à faire ! Un comédien comme Djamel bouleverse magnifiquement les mots et d'ailleurs les jeunes utilisent moins de mots anglais que de mots arabes : ma nièce qui a quinze piges et qui habite à La Baule ne dit pas qu'elle est énervée : elle dit qu'elle est **zaf**...* »

On en revient à la monarchie avec une question sur le **droit divin**. Lorànt Deutsch donne sa position personnelle : « *Tout en étant croyant, catholique, je suis content de vivre dans un pays laïc. Pour moi, on ne tient pas son pouvoir de Dieu, on le tient des Français* » ce qui a été reconnu après la révolution de 1830 : Louis-Philippe est « **roi des Français** ». Et d'ajouter que dans la monarchie « *ce n'est pas l'homme qui fait le principe. C'est le principe qui fait l'homme* ». Mais le principe, ce n'est pas le **roi de droit divin** invoqué par les partisans de Luis Alfonso de Bourbon qui se pose en **roi catholique** par référence nostalgique à l'ancien monde dont la Révolution française a marqué le terme.

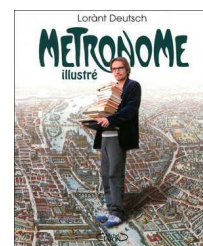
Une brève discussion s'engage sur le cas de Luis Alfonso de Bourbon qui, souligne Pascal Beaucher, « *n'appartient pas à la famille royale espagnole ; ni à aucune autre famille royale d'ailleurs* » tandis que Bertrand Renouvin rappelle que la légitimité royale repose sur trois principes indissociables : le droit de



succession, le service rendu et le consentement populaire. Quant au service rendu, les descendants de Louis-Philippe n'ont cessé de participer à la vie de la nation, même en exil. Le défunt comte de Paris s'est engagé dans la Légion étrangère en 1940, un de ses fils le prince François est mort pour la France en Algérie, son fils aîné, alors comte de Clermont, officier de l'Armée française, a combattu en Algérie et le prince Jean a fait son service militaire dans notre armée.

La réunion se termine par une discussion à plusieurs voix sur les fondements du pouvoir politique. Dans notre France laïque, pour un mouvement politique comme la **Nouvelle Action royaliste** qui adhère pleinement au principe de laïcité, le pouvoir trouve son fondement dans la raison politique, selon l'idéal de **Res publica**, du Bien commun. Cela n'empêche pas un croyant de se référer à la tradition juive et à la tradition chrétienne du pouvoir : comme toute la Création, le pouvoir des hommes n'existe que par la permission divine et, de ce point de vue théologique, un président de la République est de droit divin... Mais les hommes ont pleine liberté pour choisir leur gouvernement : il n'y a pas de préférence juive, ni de préférence chrétienne pour la monarchie. Les croyants doivent reconnaître et respecter le pouvoir politique s'il ne contredit pas les principes premiers de l'éthique religieuse. Lorànt Deutsch est d'autant plus à l'aise dans ce débat qu'il fit, à l'université, de brillantes études de philosophie...

Yves LANDEVENEC



📖 Lorànt Deutsch - « **Métronomie** », Michel Lafon, 2009, prix franco : 19,50 €. [Achat immédiat](#)

📖 Lorànt Deutsch - « **Métronomie illustré** », Michel Lafon, 2010, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)

Comprendre le printemps arabe

Commentaire, sous la direction éclairée de Jean-Claude Casanova, compte parmi les grandes revues françaises. Son orientation intellectuelle aronienne, ses choix politiques libéraux et centristes ne participent pas d'une fermeture idéologique quelconque, même s'ils provoquent parfois réserves et discussions. Chaque livraison impressionne par sa richesse et sa profondeur. Celle de cet été offre cette diversité habituelle qui explore le champ culturel pour la satisfaction des plus exigeants. Je recommanderais ainsi la remarquable préface qu'à donnée Mona Ozouf à une réédition de *La réforme intellectuelle et morale* d'Ernest Renan et encore une présentation par Thierry Gontier d'un texte essentiel du philosophe politique Éric Voegelin. D'une stature comparable à Leo Strauss ou à Hannah Arendt, il est encore trop méconnu chez nous, alors qu'il nous instruirait utilement sur les ressources fécondes d'une pratique clandestine des études classiques. Mais c'est sur le dossier central de ce numéro que je veux insister, à cause de son urgence dans notre actualité. Comment faut-il comprendre ce *printemps arabe* qui déferle autour du bassin méditerranéen depuis des mois et dont on soupçonne l'importance historique, sans pouvoir encore envisager clairement ce sur quoi il débouchera.

Huit interventions de spécialistes balisent le terrain à partir de différents points de vue, et leur convergence sur l'essentiel permet d'aller au-delà des intuitions sommaires et des approximations hasardeuses. On a souvent mentionné le rôle de la révolution numérique dans le déclenchement des mouvements de révolte. Mais nous en apprenons beaucoup plus avec Pierre Buhler qui montre combien les technologies de l'information ont été décisives : « *Huit Tunisiens sur dix sont munis d'un téléphone portable. En Égypte le taux d'équipement est de 50 %, et le nombre d'internautes avoisine les 20 millions, essentiellement dans la jeunesse urbaine. Ces ramifications définissent un réseau, qui s'est avéré être un conduit formidablement efficace d'information et de mobilisation en temps réel, que les autorités sont incapables de contrôler - sauf à interrompre complètement le service, comme elles ont tenté de le faire en Égypte et ailleurs, avant d'y renoncer.* » La jeunesse révoltée n'a pu défier la puissance de la répression qu'avec le dispositif de cet appareil technique, sans lequel elle n'aurait pu acquérir sa vitesse d'expansion et son organisation *de concert*.

La raison première de la révolte est d'évidence psychologique. Elle tient à une énorme frustration, et plus encore à une humiliation insupportable. Jean-Pierre Filiu explique qu'il y a un terme en Algérie « *pour désigner l'absence totale de respect, généralement à l'égard des jeunes, c'est la hogra, c'est bien pire que le mépris et le*

dédain, c'est un mélange d'humiliation et d'abaissement ». Il a fallu avoir le nez sur les événements pour s'en rendre compte. Pourtant, l'évidence aurait dû marquer les imaginations et avertir depuis longtemps que nous étions face à une énorme force explosive. Il faut d'abord avoir en tête que 60 % de la population arabe a moins de 25 ans (ce qui renvoie au fait que la majeure partie de la population n'a connu qu'un seul et même dirigeant durant sa vie). Or toute cette jeunesse est massivement au chômage ou en situation de sous-emploi : « *Le chômage de la jeunesse arabe est deux fois supérieur à la moyenne internationale et un chiffre hallucinant de 50 millions d'emplois devrait être créé avant 2020 pour absorber les entrées récentes et prochaines sur le marché du travail.* » Était-il seulement pensable que 100 millions de jeunes arabes, depuis l'Océan jusqu'au Golfe, demeurent apathiques dans une situation d'oppression et de misère, alors qu'ils sont avertis par tous les moyens d'information des mutations du monde et qu'ils bénéficient d'un niveau de formation sans équivalent par rapport aux générations précédentes ?

par Gérard Leclerc



Face à cette force potentielle de déflagration, les pouvoirs politique se sont signalés par leur inertie, la nature policière de leur régime et les pratiques prédatrices de l'oligarchie qui les entoure. Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte n'ont pu contenir les foules immenses de leurs opposants, lorsqu'elles se sont mises en marche. Les victoires rapidement acquises ne peuvent faire oublier le **long tunnel obscur** des autres peuples, au Yémen, en Syrie, au Bahreïn, en Algérie, en Arabie à Oman et au Koweït, sans oublier la Libye. Bassma Kodmani estime que dans tous ces pays « *le phénomène est le même, mais les scénarios varient en fonction de la riposte du pouvoir et des moyens dont dispose la société. Il y a fort à parier que ce processus ne s'arrêtera pas même s'il est probable qu'il s'étendra sur plusieurs années. Il entraînera in fine une transformation du paysage politique, social, économique et stratégique de la région.* »

Que le *statu quo ante* soit exclu ne souffre pas discussion. Pour autant, il est bien périlleux de supputer ce que vont devenir ces pays : « *Les sociétés qui ont renversé les régimes sont face à elles-mêmes. L'ampleur de la tâche est vertigineuse. Les jeunes qui se sont mobilisés pour renverser les régimes disent savoir démolir mais comptent sur leurs aînés pour reconstruire. Les sociétés sont fragilisées voire défigurées et attendent des gouvernants qu'ils jouent le rôle de médecin plutôt que de gendarme.* » Oui, le programme est démesuré. Il l'est à tous égards : politique, économique, culturel. Et il l'est plus encore si on mesure la difficulté d'une marche vers des régimes démocratiques qui correspondent sans doute aux aspirations des populations mais ont encore à trouver leur formulation spécifique dans des conditions qui ne sont pas celles des pays occidentaux. Et puis la fin des régimes autoritaires ne risque-t-elle pas de précipiter la fragmentation des États ? Ce n'est pas sûr, mais le chantier de reconstruction devra tenir compte d'une sociologie compliquée. Et puis il y a la question religieuse. Les populations arabes sont irréductiblement attachées à l'islam, et la recomposition sociale sera forcément en tension avec les normes traditionnelles. Denis Bachelot, en conclusion du dossier de *Commentaire* parle de **confrontation vivifiante**. Elle nous promet surprises et rebondissements. ■

Revue « *Commentaire* », n° 134, été 2011, sous la direction de Jean-Claude Casanova, prix franco : 23 €. [Achat immédiat](#)

Le petit abécédaire de Gérard Leclerc

Il suffit de parcourir l'index - d'Abbé Pierre à Zinédine Zidane - pour s'en apercevoir, le chroniqueur de Radio Notre-Dame porte une attention inlassable au temps présent.

Une attention qui, certes a p p a r e m m e n t encyclopédique, ne fait que frôler par moments le niveau d'érudition, voire d'abstraction, de ses analyses et notes de lecture en page *Idées* dans ce journal.

Je lui trouverais plutôt, quant à moi, un petit goût de croissant rappelant les conversations de petit déjeuner que nous eûmes parfois, à la campagne, après avoir appris les nouvelles du jour.

C'est tout un art que de faire décanter l'information brute ou de lui ôter l'emballage déjà partial sous lequel elle nous arrive, pour laisser remonter, d'une strate mystérieuse de la mémoire ou du rayon secret de nos bibliothèques intérieures, l'outil intellectuel, la référence puisée à une pensée amie ou adversaire qui permet de muer cette nouvelle en réflexion.

En fait, Gérard se livre ici quotidiennement, sur fond de commentaire modeste, de proposition au lecteur/auditeur, à un exercice de haute philosophie. Il semble vouloir fournir une riposte à Péguy, qui dit dans *Note conjointe* qu'il n'y a « rien de plus vieux que le journal du jour », en fournissant justement à la dernière nouvelle l'élixir de jeunesse qui combattra en elle l'entropie.

Je reconnâtrai volontiers à Gérard Leclerc la profession de *paysagiste intellectuel*. Il excelle à brosser le panorama

où se situe la pensée d'un auteur. Ouvrez la page 151 titrée *Peillon (Vincent)* et voyez comment ce philosophe engagé en politique se retrouve inséré dans sa controverse avec François Furet, Julliard, Rosanvallon sur le contenu de la mystique républicaine. Ou prenez p. 117, le rapport de la pensée chrétienne au libéralisme, p. 192, la note consacrée à Jean-Pierre Le Goff et la sociologie. En peu de mots, qui nécessitent sans doute la pose de jalons connus, la scène, voire les coulisses de la controverse se dessinent, et, avec elles, l'issue souhaitable et espérée. Car le ressort de tout est évidemment l'espérance chrétienne qui habite l'homme et le maintient en perpétuelle disponibilité à la pensée des autres, fussent-ils des adversaires.

Les pages de ce livre s'arrachent parfois vraiment comme celles de ces calendriers *feuille à feuille* qu'on aurait volontiers dépouillés d'avance, étant enfants, comme si le secret de la fin de l'Histoire allait se découvrir au bout dans une Page Finale éblouissante, un beau Noël.

Entre temps, rien n'échappe à l'œil du promeneur, du plus trivial au sublime. La controverse des *genders* et ses dérivées éducatives, les séances de *kiss-in* homosexuel sur le parvis de Notre-Dame, et à l'intérieur, l'autocritique de Carême de Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, le film sur les moines de Tibhirine, les lynchages

médiatiques du pape Benoît XVI, la pédophilie dans et hors le clergé catholique, les scandales d'Éric Woerth et les débats lancés par Nicolas Sarkozy.

On trouvera ces pages tantôt paradoxalement éclairantes alors qu'elles étaient vouées à des thèmes anodins, tantôt décevantes, parce que retombeant d'elles-mêmes par pesanteur dans la posture médiane que dicte trop souvent la bonne volonté ou prudence démocrate-chrétienne. Mais on ne manquera pas d'apprécier à sa valeur la présence, rare dans la vie publique actuelle, et la prise de parole persévérante, d'un observateur chrétien nourri également de science sacrée et de culture séculière et jaloux à ce point d'entretenir constamment le dialogue entre elles. Sans doute le royalisme qui nous est commun n'est-il pas étranger à cette ouverture à l'autre. Gérard Leclerc, quand les médias consentent à l'inviter, se montre un débâtteur fougueux et fait passer ses convictions mieux que les chroniqueurs religieux attitrés. On voudrait le lancer plus souvent dans l'arène.

Le présent ouvrage est une occasion de l'y rejoindre pour un large public. À qui cet abécédaire, dans la diversité et l'unité de ses aperçus, révélerait finalement que l'histoire aujourd'hui n'a pas cessé d'offrir une lecture bernanosienne.

Luc de GOUSTINE

📖 Gérard Leclerc - « *Abécédaire du temps présent - Chroniques de la modernité ambiante* », Éd. L'Œuvre, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

Symptôme

Large ment médiatisée, la mort de Peter Falk, incarnation du célébrité inspecteur Columbo, souligne notre addiction aux séries américaines.

Professeur des universités, spécialiste de la télévision et du cinéma, François Jost s'interroge sur ce phénomène dans un petit livre lumineux (1) qui nous permet de faire le point sur l'état de la recherche en ce domaine. Philosophes et sémiologues s'efforcent de comprendre le symptôme et Aristote est une référence indispensable dans ce travail inachevé sur des objets tels que *Les Experts*, *Six Feet Under*, *The Sopranos*, *Desperate Housewives*...

François Jost montre que les séries américaines satisfont notre désir de savoir (*libido cognoscendi*), sur un pays étranger, sur des milieux professionnels, sur des savoirs parallèles qui nous initieraient aux secrets intimes et aux mystères d'un monde dépourvu de la **transparence** annoncée. Ceci par la médiation de héros dévoilant les crimes, les complots et les mensonges d'une société américaine qui nous est, à cet égard, familière.

Nous nous regardons, nous regardons les autres - leurs mœurs, leur société - parce qu'ils nous parlent de nous-mêmes et nous renvoient notre image grâce à des techniques de télésurveillance habilement mises en scène comme dans *Las Vegas*. Jeux de miroirs dans lesquels, loin d'être aliénés, nous parvenons à nous retrouver avec plaisir.

Jacques BLANGY

📖 (1) François Jost - « *De quoi les séries américaines sont-elles le symptôme ?* », CNRS Éditions, 2011, prix franco : 5,5 €. [Achat immédiat](#)

L'autorité d'un roi

Journaliste et écrivain, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Espagne, Philippe Nourry vient de rééditer sa biographie mise à jour du roi d'Espagne. Acteur décisif de la transition de la dictature vers la démocratie, Juan Carlos incarne de manière exemplaire l'autorité symbolique et la légitimité populaire d'un roi qui respecte scrupuleusement les pouvoirs du gouvernement. Son biographe explique concrètement comment cet équilibre s'est établi.

■ **Royaliste : La première édition de votre livre date de 1986...**

Philippe Nourry : Oui. Je racontais que la vie du jeune Juan Carlos était confortable mais très difficile : fils du comte de Barcelone, qui était un opposant déclaré à Franco, vivant en Espagne, surveillé par les phalangistes, il se considérait comme un otage. Pour lui, il était nécessaire de jouer les idiots, car il savait que le peuple espagnol aspirait à la liberté. Quand il a été proclamé successeur de Franco en 1969, on le surnomma *Juan el Breve* car on pensait qu'il ne pourrait pas se maintenir à la tête de l'État après la mort du Caudillo.

Et pourtant, quand Franco meurt, Juan Carlos met six mois à rétablir la démocratie : il se débarrasse du Premier ministre Carlos Navarro et désigne un homme de son choix : Adolfo Suarez qui venait du *Movimiento* franquiste mais qui, comme tant d'autres, était décidé à changer beaucoup de choses. De fait, on

s'aperçut très vite qu'une partie de la classe dirigeante franquiste avait décidé de tourner casaque et d'accepter la démocratie. Les choses se firent en douceur et discrètement quand le Parti communiste fut légalisé et quand le Parti socialiste tint son premier congrès. Juan Carlos laissa faire son Premier ministre, et une constitution parlementaire fut adoptée selon laquelle le roi règne et ne gouverne pas.

■ **Royaliste : Puis les militaires tentent un putsch...**

Philippe Nourry : Les officiers franquistes étaient opposés à cette évolution démocratique. De plus, des militaires tombaient sous les coups des indépendantistes basques de l'ETA, qui faisait la politique du pire afin que l'armée intervienne. C'est ce qui s'est produit. Les Cortès sont investis le 23 février 1981 par des membres de la Garde civile : tout le gouvernement est là ! Seuls les secrétaires d'État et le roi sont en liberté.

Vous savez que le roi, pratiquement seul, a téléphoné aux chefs militaires pour les rappeler à l'obéissance, prononcé un discours télévisé qui a eu un immense écho dans le peuple espagnol et réussi à briser le putsch. Le roi avait déjà une légitimité dynastique puisque le comte de Barcelone avait solennellement renoncé à la couronne ; il a acquis après le putsch une réelle légitimité populaire. Mon livre s'arrête sur cette période héroïque.

■ **Royaliste : La suite est beaucoup plus paisible !**

Philippe Nourry : Oui, les institutions fonctionnent normalement depuis 1981. Dès lors se pose la question : que peut bien faire un roi qui règne et ne gouverne pas, alors qu'il avait gouverné dans les premiers temps ? D'abord, il faut souligner que Juan Carlos a toujours minutieusement respecté la Constitution : il n'a jamais cherché à empiéter sur les prérogatives du Premier ministre ni sur celles du gouvernement. Il est resté dans son rôle d'arbitre et de

modérateur, dans un régime où l'alternance entre les partis politiques de droite et de gauche se déroule normalement.

■ **Royaliste : Mais les relations entre le roi et les Premiers ministres n'ont pas toujours été faciles...**

Philippe Nourry : Vous songez sans doute à José Maria Aznar. Le roi se méfiait du chef du Parti populaire, qui était persuadé que Juan Carlos avait entravé son accession au pouvoir en 1993. Mais le roi s'est toujours efforcé de mettre en valeur le Premier ministre et son épouse alors que José Maria Aznar s'est souvent montré grossier. Ainsi, lors d'une réception diplomatique, Aznar annonça qu'il allait partir pour Moscou et pointa le doigt vers le roi en disant « *Et lui, je l'envoie en Pologne !* ». Il y eut beaucoup de petits incidents entre 1996 et 2004 et c'est un républicain de cœur, proche du Parti communiste, l'écrivain Manuel Vázquez Montalbán, qui dénoncera au nom de la gauche intellectuelle « *la morgue du petit caudillo castillan* » et qui vante la conduite démocratique de Juan Carlos.

■ **Royaliste : Vous citez les lettres du roi à son fils, dans lesquelles il définit son rôle...**

Philippe Nourry : En effet. Quant à l'exercice de ses responsabilités, le roi distingue classiquement la *potestas*

de l'auctoritas : « Ton rôle sera donc d'acquiescer et de développer au maximum cette autorité morale qui ne s'obtiendra que par l'exemplarité de ta conduite personnelle et la juste distance que doit prendre un chef d'État, exempt de responsabilité politique mais garant d'une bonne harmonie entre les divers pouvoirs de la démocratie, sans jamais qu'on puisse le soupçonner d'une préférence pour tel ou tel parti... » Plusieurs de ces lettres forment un très intéressant précis de droit constitutionnel.

Quant à la manière d'être d'un prince héritier, je veux encore citer ces lignes de Juan Carlos qui pourraient inspirer la conduite de maints chefs d'État : « Ne te lasse jamais de te montrer aimable et attentionné envers tous ceux que tu approches. Ne perds pas de vue la situation que tu occupes et qui t'oblige. Tends la main à tous, mais sans oublier que c'est celle d'un futur roi et respecte les autres sans jamais les dédaigner. Il te faudra aussi trouver le juste équilibre pour que la sympathie que tu manifestes ne se mue pas en confiance excessive et pour que ta prudence ne soit jamais interprétée comme une marque d'indifférence ou une échappatoire. »

■ **Royaliste : Le rôle diplomatique du roi est important...**

Philippe Nourry : Oui. Le roi est beaucoup plus actif que les autres monarques européens. Quand il était prince, Juan Carlos a mené une discrète action diplomatique pour faire comprendre aux chefs d'État comment il concevait son rôle politique dans une démocratie restaurée. Aujourd'hui, le roi d'Espagne est le chef d'État qui connaît le mieux les affaires mondiales, en raison de l'expérience qu'il a accumulée au fil des ans. C'est lui qui s'est entendu en 1975 avec le roi Hassan II lors de la crise du Sahara occidental et il a ainsi évité un affrontement entre les Marocains et les troupes espagnoles qu'il était allé rencontrer à El Aïun.

On se souvient qu'à un Sommet ibéro-américain il avait fait taire Hugo Chavez qui insultait le Premier ministre espagnol en lui disant : « Por qué no te callas ? » (1) interpellation qui est devenue très populaire. À la suite de cela certains craignaient que l'Espagne ne se soit fâchée avec un pays qui est un gros producteur de pétrole. Mais Juan Carlos invita Chavez à venir passer quelques jours dans sa résidence d'été de Majorque. Le séjour s'est bien passé et la reine a dit que l'Espagne aurait en retour des barils à petit prix.

Juan Carlos n'est pas un grand intellectuel mais il a beaucoup d'intuition et de la générosité.

■ **Royaliste : Ce roi a tout de même des défauts ?**

Philippe Nourry : On reproche à Juan Carlos, surtout à droite, de ne pas intervenir dans les débats de société et dans les débats mémoriels. Mais il ne veut pas se prononcer en faveur d'un parti et, malgré ces critiques, le roi reste l'homme le plus populaire du pays.

Cela dit, il a comme tout un chacun ses défauts. Juan Carlos avait vécu dans sa jeunesse dans des conditions austères, il n'avait pas de fortune et avait noué des liens avec des hommes d'affaires douteux. L'un d'entre eux, Mario Conde, a passé plusieurs années en prison. Et puis on a beaucoup parlé de sa liaison avec une décoratrice, Marta Gaya...

■ **Royaliste : Et son fils ?**

Philippe Nourry : Le prince des Asturies a manifesté avant son mariage une grande liberté, qui paraissait peu compatible avec la fonction royale. Mais son mariage avec une journaliste a été bien accepté. Comme le disait un journaliste espagnol, c'est une bénédiction pour l'Espagne que d'avoir pour princesse une femme dont le grand-père était chauffeur de taxi ! Bien entendu, le prestige personnel dont bénéficie Juan Carlos ne peut se



■ Dans la nuit du 23 février 1981, le roi intervient à la télévision, en uniforme de capitaine général des armées, pour s'opposer au coup d'État.

transférer comme par enchantement sur la personne du prince héritier. Celui-ci se prépare à ses fonctions en jouant un rôle diplomatique de représentation de la Couronne, notamment auprès des nouveaux chefs d'État d'Amérique latine.

Nul ne peut prévoir la situation dans laquelle se trouvera l'Espagne lorsque Juan Carlos disparaîtra mais il est probable que le prince Felipe bénéficiera dans un premier temps du sentiment de reconnaissance que les Espagnols éprouvent pour son père. Il lui faudra ensuite faire la preuve qu'il mérite la charge dont il aura hérité et qu'il peut être le garant de l'équilibre du régime.

J'ai eu l'occasion de montrer, dans *La Vanguardia*, que la monarchie espagnole est un régime équilibré. Il n'existe dans les sociétés de l'Europe moderne aucune monarchie qui ne soit démocratique et parlementaire. Les républiques connaissent des dérives oligarchiques ou autoritaires ou despotiques. Mais ce risque n'est pas concevable dans les démocraties couronnées ; cela en raison d'une séparation des fonctions de l'État - la fonction symbolique et la fonction politique. Là où une famille régnante mais non gouvernante peut prendre en charge la représentation de l'État dans la continuité de l'Histoire, le mécanisme des alternances démocratiques assure mieux

qu'ailleurs le libre exercice de la souveraineté populaire.

Au contraire, on ne sait pas où s'arrête le rôle du président élu au suffrage universel, mais on mesure le déficit de prestige personnel et d'autorité symbolique quand le président de la République est élu par les parlementaires - par exemple bien peu de Français connaissent le nom du président de la République fédérale allemande. La monarchie permet que les peuples se reconnaissent dans une autre figure que celle d'un politicien.

À droite, il y a des hommes politiques qui affirment que Juan Carlos est inutile ou insignifiant ; à gauche, certains voudraient lui substituer un président élu. Ils auraient intérêt à réfléchir au fait que nous avons tous besoin à la tête de l'État d'une symbolique forte qui compense les mécanismes bureaucratiques et qui dépasse le jeu politique ordinaire : les monarchies modernes réalisent cet équilibre entre la permanence que demande le peuple, et le libre exercice du pouvoir démocratique.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

(1) Littéralement : « Pourquoi tu ne te tais pas ? » mais, dans le contexte : « Tu vas la fermer, oui ou non ? ».

Philippe Nourry - « Juan Carlos », Tallandier, prix franco : 24 €.

Achat immédiat

Grand homme d'État mais pas un grand homme



Il se trouve des sujets et des personnages historiques dont on n'aime pas trop parler. N'étant pas historien de profession, on peut choisir ses sujets, ses favoris et ses haines. Alors traiter de Bismarck n'a rien qui puisse m'enchanter.

Cet homme nous a haïs autant qu'on puisse le faire, nous a méprisés et a profité d'un régime à l'agonie pour nous écraser. Alors ? Qu'est-ce qui peut pousser un historien de la valeur de Jean-Paul Bled, austrophile connu, à consacrer à un tel personnage une biographie ?

Otto von Bismarck. Né pendant les Cent-Jours et mort à la toute fin du XIX^e siècle qu'il aura traversé et pour partie dominé. Bismarck est un junker, c'est-à-dire membre de cette classe de petite noblesse prussienne, fort ancienne pour ce qui le concerne, et parangon de la féodalité et du conservatisme. Il n'est rien que son nom pour donner une image assez exacte du personnage ; *Bis-Marck*. Littéralement *jusqu'à la marche* (frontière), jusqu'au bout en quelque sorte, cela nous apprendrait-il déjà quelque chose sur l'homme ?

Le futur chancelier appartient à une noblesse médiévale de service, chargée par son suzerain de tenir fief juste à la limite des frontières des États allemands, tout près de la Pologne. Les junkers sont propriétaires terriens, généralement non titrés. Ce ne sont pas des aristocrates, au sens allemand du terme, c'est-à-dire qu'ils ne touchent à aucune Maison souveraine dans un pays qui en compte jusqu'à trois cents. Il restera toute sa vie défenseur de leurs intérêts, même en s'opposant parfois

frontalement à eux. En voyant plus haut et plus loin.

Bismarck n'a rien d'un génie. Enfant peu choyé d'une mère qu'il déteste et d'un père qu'il chérit dans la même mesure. Le père est junker, la mère issue d'une famille de serviteurs de la monarchie. Étudiant peu brillant, tout jeune déjà, il aura deux maîtres mots, deux idées forces : le conservatisme et la grandeur de la Prusse. Dans une certaine mesure, c'est l'archétype même du Prussien d'après 1809, l'année de la défaite totale à Iéna et du commencement d'un redressement qu'il allait parfaire et conduire à sa plus grande expression. Bismarck croit à la féodalité et sera d'une fidélité adamantine envers les Hohenzollern.

Dans l'Allemagne, la Prusse et ses habitants ont de tout temps tenu une place très à part. Il n'est pour s'en convaincre qu'à tenir compte des poncifs véhiculés dans le reste du pays, et encore de nos jours, par les Bavarois, Saxons, et autres Thuringiens. Bismarck est une caricature de Prussien. Haïssant tout ce qui peut rappeler, de près ou de loin, un changement, un bouleversement, une révolution.

Son mépris des Français est à cet égard sans borne. Une formule résume ce qu'il pensait de nous. Durant la guerre de 1870, il s'opposait à l'héritier du trône, sur le fait de bombarder ou non la popula-

tion civile parisienne. Peu enclin à en passer par les volontés de son maître, il répondit à celui-ci qui ne voulait pas entendre parler de terreur sur la population : « *Paris, c'est Sodome et Gomorrhe, ce n'est pas Vienne.* »

Conservateur ultra, il est dès son plus jeune âge attaché au maintien des structures de l'État prussien, notamment en matière sociale. Pourtant, à la différence de ses congénères, il sait parfaitement que maintenir un ordre des choses passe nécessairement par des réformes.

En premier lieu, il lui faut, dès qu'il en aura le pouvoir, en 1863, affirmer l'unité de son pays. Pour cela, il va promouvoir le *Kulturkampf*, destiné à lutter contre les catholiques et leur influence marquante tant sociale que politique. Même si ce combat a pour une part échoué, la trace qu'il a laissée, y compris de nos jours, n'est pas à dédaigner.

De même sur le plan politique, il abhorre tout ce qui ressemble de près ou de loin à un libéral, alors à un socialiste, pensez donc ! Pour autant, il comprend que pour lutter contre ces derniers, des avancées sociales sont nécessaires et il va se faire le promoteur de ce qu'il nommera : « *le socialisme d'État* » en étant le premier au monde à créer un système visant à couvrir les besoins sociaux, santé et retraite. L'État, c'est son maître-chien, doit conduire, mener, lancer, veiller,

pourvoir. En cela nous ne sommes guère loin de lui.

Sa place dans l'Histoire sera aussi, et surtout, le fruit de son projet d'empire allemand. Ce sera long, difficile. Il faudra convaincre les États pour certains forts récalcitrants, expulser l'Autriche du dispositif via la guerre de 1866 et la victoire de Sadowa qui aurait du faire réfléchir de notre côté du Rhin. Sans les Français, et surtout sans le terne et imbécile Napoléon III, rien n'eût été possible. C'est dans *le fer et dans le sang*, expression qu'il affectionnait, que les choses se sont faites. La victoire de 1871 amena l'élément qui manquait.

Pourtant, au pouvoir jusqu'en 1890, Bismarck verra de son vivant son œuvre être *détricotée* par Guillaume II qui le congédia comme on ne traite même pas un domestique. Il se trouva à ce moment bien peu de gens pour le regretter et sa sortie ne s'est pas faite dans les meilleures conditions, tenté qu'il a été, et ce n'était pas la première fois, par un coup d'État. Des générations d'Allemands lui voueront pourtant un culte, allant, comme Hitler, jusqu'à l'utiliser et faire de lui tout ce qu'il n'était pas.

Au final, bonne biographie de Jean-Paul Bled, très éclairante, très bien écrite. Le sujet ne ravit pas mais c'est une lecture nécessaire pour comprendre ce XIX^e siècle et pour partie l'Allemagne d'aujourd'hui.

Pascal BEAUCHER

📖 Jean-Paul Bled - « *Bismarck* », Perrin, prix franco : 24 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Souscription

L'un a du superflu, et l'autre manque du nécessaire

(Plutarque - Les symposiaques)

Eh oui ! Avec cette sixième liste les 12 000 euros qui nous étaient absolument nécessaires pour boucler notre budget annuel sont presque arrivés et je compte bien sur quelques retardataires pour que l'objectif que nous nous étions fixé soit atteint. Que tous ceux qui ont participé à cet effort collectif soit ici remerciés.

Outre ce résultat positif, il est toujours réconfortant de voir, en parcourant les listes de nos souscripteurs, combien riches ou pauvres, royalistes ou non royalistes, nous comptons d'amis fidèles pour qui l'existence de *Royaliste* est importante, voire indispensable. Et les témoignages que nous avons publiés dans notre numéro spécial 40^e Anniversaire prouvent que ce cercle d'amis de *Royaliste* et de la NAR déborde largement les frontières des royalistes déclarés...

Nos soucis financiers immédiats étant écartés, il reste la menace qui pèse sur nos locaux. Comme nous vous l'avons expliqué, la ville de Paris, propriétaire des lieux, avait décidé de ne pas renouveler notre bail arrivé à échéance. Nous avons alors écrit au maire, Bertrand Delanoë, pour essayer de trouver une solution. Cette lettre est restée sans réponse et la procédure d'expulsion de la NAR des locaux qu'elle occupe depuis 40 ans se poursuit. Nous venons donc de renouveler notre requête auprès du maire en lui demandant soit de renouveler notre bail, soit de nous faire une proposition de relogement acceptable. Nous vous tiendrons, bien sûr, informés de la suite donnée à notre démarche.

Yvan AUMONT

6^e liste de souscripteurs

Albert Algoud 100 € - Maurice Asta-Richard 15 € - Christophe Barret 10 € - A.C. (Seine-et-Marne) 12 € - Jean-Philippe Chauvin 25 € - Amadeu Ciscar Penella 188 € - François Denoël 50 € - Marc Desaubliaux 20 € - Philippe Favre 75 € - Hugues de Froberville 50 € - Michel Godefroid 20 € - Philippe Gros 20 € - Étienne Harel 10 € - Philippe Labarrière 0 € - Christian Lecocq de Chapiseau 100 € - Guy Lérès 200 € - Gabriel Matzneff 50 € - Alain Mercier 600 € - Michel Paris 50 € - Philippe Prebet 100 € - Stéphane Retzmanick 50 € - Pierre Sauterey 200 € - Jean-Louis Serre 40 € - Bernard Thibault 0 € - Paul Vauris 200 €.

Total de cette liste : 2 245,00 €

Total précédent : 9 511,84 €

Total général : 11 756,84 €

Faire un don

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la Nouvelle Action royaliste est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun, la question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la NAR. Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la NAR, de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire qui est aussi [téléchargeable sur notre site internet](#).

EURO

La crise monétaire remet d'actualité le livre prémonitoire, paru en 2001, de Bertrand Renouvin et Sylvie Fernoy, *Le krach de l'euro*. Le livre est disponible au [prix de 13 €](#). [Achat immédiat](#)

A NOS LECTEURS

Comme tous les ans, *Royaliste* suspend sa parution pendant la période estivale.

Le numéro (n°995) que vous avez entre les mains est le dernier avant l'été. C'est un numéro spécial de 16 pages spécialement destiné à faire connaître *Royaliste* à de nouveaux lecteurs. La parution normale du journal reprendra en septembre.

Nous vous incitons vivement à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans votre entourage.

De même notre numéro spécial 40^e Anniversaire est aussi disponible et constitue un numéro de propagande extrêmement efficace.

Nous vendons chacun de ces numéros (n° 995 ou numéro spécial) au prix de 1,10 € l'exemplaire.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiqueriez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Indignés contre syndicats - p.3 : La colère gronde - p.4-5 : Quelle énergie pour demain ? - p.6 : La leçon péruvienne - p.7 : L'Empire ne renonce pas - p.8-9 : Avec Lorant Deutsch - p.10 : Comprendre le printemps arabe - p.11 : Le petit abécédaire - p.12-13 : L'autorité d'un roi - p.14 : Bismarck - p.15 : Action royaliste - p.16 : Éditorial : Un candidat de rêve.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Un candidat de rêve

Je rêve d'un candidat à la présidence de la République décidé à respecter la lettre et l'esprit de la Constitution. Tous les candidats se présentent en républicains exemplaires et tous ou presque ont vertueusement dénoncé un jour ou l'autre la « *dérive monarchique des institutions* » (1). Pourtant, c'est en autocrates potentiels qu'ils s'adressent aux Français !

L'un d'entre eux est passé du discours à la pratique : il se comporte effectivement en autocrate, chef de la majorité parlementaire et du parti dominant, au mépris de la Constitution. De nouveau en campagne, si tant est qu'il ait cessé de l'être, Nicolas Sarkozy accumule les promesses sur l'agriculture, les fermetures d'école, la répression de la délinquance... et dans les prochains mois nous l'entendrons évoquer cent autres sujets. Ses rivaux socialistes répliqueront sur le même terrain, clamant qu'ils feront mieux sans que cela coûte plus cher : point n'est besoin de préciser, nous connaissons tout de cette compétition d'illusionnistes.

Je rêve d'un candidat sortant du jeu démagogique pour mener une campagne destinée à montrer qu'il est capable de remplir les fonctions assignées au président de la République par la Constitution. Il rappellerait aux Français que l'Élysée n'a pas l'initiative des lois et que ce n'est pas dans ce palais qu'on rédige les règlements ; il préciserait que le président de la République ne peut se substituer au Premier ministre et aux membres du gouvernement et qu'il doit être indépendant du parti majoritaire. Dès

lors, le candidat à la présidence ne ferait pas campagne contre la droite ou contre la gauche, il ne tenterait pas de séduire l'extrême droite par un durcissement de son discours sur l'immigration ou l'extrême gauche par des messages « *sociaux* » : c'est sur le rôle spécifique du président de la République qu'il attirerait l'attention des citoyens.

Je rêve d'un candidat qui commencerait par citer l'article 5 de la Constitution : « *Le Président*



de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État.

« *Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités* ».

Le respect de la Constitution, c'est l'exigence, pour le chef de l'État, de laisser sa liberté au gouvernement qui « *détermine et conduit la politique de la Nation* » (article 20) et au Premier ministre qui « *dirige l'action du Gouvernement* » et qui « *dispose de l'administration et de la force armée* » selon l'article 21.

Dès lors, mon candidat rêvé expliquera qu'il veillera à réta-

blir le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, mis à mal par Nicolas Sarkozy, et qu'il n'a ni politique fiscale, ni politique pénale - les projets en ces domaines et les programmes économiques et sociaux devant être débattus lors de la campagne pour les législatives afin d'éclairer le choix des Français sur les députés à l'Assemblée nationale et sur le gouvernement qui sera par la suite constitué.

Le candidat pourrait donc définir précisément comment il entend accomplir sa tâche : il lui faudrait dire comment il conçoit sa fonction arbitrale en lien avec le respect de respect de la Déclaration de 1789 et des Préambules constitutionnels. Un débat pourrait s'engager avec lui sur les lois qu'il pourrait refuser de contresigner - au cas où il y aurait viol manifeste de nos principes fondamentaux.

Bien entendu, le candidat aurait à s'expliquer sur la manière dont il compte garantir l'indépendance nationale et comme « *le Président de la République négocie et ratifie les traités* » aux termes de l'article 52, il lui faudrait expliquer comment il conçoit la politique étrangère de la France et, en tant que « *chef des Armées* », la manière dont elle doit se défendre. Des citoyens pourraient alors l'interpeller sur les guerres d'Afghanistan et de Libye, sur la crise de la zone euro et sur l'avenir de l'Union européenne.

Somme toute, il y aurait débat entre les Français sur la France... Ce n'est qu'un rêve pour les soirs d'été.

Bertrand RENOUVIN

(1) Je ne veux pas troubler les candidats en soulignant un point bien connu de nos lecteurs : la Constitution de 1958 est monarchique parce qu'elle érige le chef de l'État en arbitre politique, gardien de ce qui est essentiel à la nation.